

HÔPITAUX PUBLICS

URGENCES / URGENCE !

Le gouvernement démantèle le système public de santé.

Les attaques continuent contre les hôpitaux publics ici comme dans toute la France.

Pour créer un SMUR à Landerneau, sans moyens nouveaux sur le département, l'ARH s'en prend aux services des urgences en Cornouaille : déjà elles sont fermées la nuit à Concarneau, elles pourraient l'être à Pont l'Abbé et à Quimperlé, sinon à Douarnenez. Leur fermeture de nuit pourrait être suivie d'une fermeture totale .

Si les urgences sont fermées partout autour de Quimper, à Pont l'Abbé, à Concarneau, à Douarnenez, quel délai d'attente? Quelle qualité d'accueil pour tous les patients ?

Le Ministère de la Santé et l'ARH lancent un ultimatum à Carhaix : fusion de son hôpital avec celui de Brest, sans garantie pour ses services avec le risque de perte d'emplois sur le territoire.

Les fermetures de services hospitaliers sont officiellement justifiées par le manque de médecins : certes, il y a des problèmes de démographie médicale dus notamment à un aberrant numerus clausus ; mais pourquoi ne parle-t-on pas des déséquilibres dans la répartition des médecins entre secteur public et secteur privé, ou entre régions ? L'ARH, représentante du Gouvernement, invoque aussi le manque de sécurité pour fermer des services hospitaliers: par contre elle met les patients en insécurité en les éloignant des hôpitaux, en les jetant sur les routes, en les faisant attendre plus longtemps, en les soignant dans des hôpitaux surchargés aux personnels débordés.

Nous refusons une politique qui veut réduire l'offre de soins pour réduire la dépense. Nous demandons que l'on parte des besoins de la population. Nous refusons une politique qui place les hôpitaux publics en concurrence imposée et totalement faussée avec les cliniques privées, et qui les met en déficit et entraîne des suppressions de postes.

Aujourd'hui en Bretagne comme ailleurs, les concentrations hospitalières s'accroissent. De plus en plus, les personnels hospitaliers sont menacés de licenciement : 20.000 emplois sont menacés en France (760 en Bretagne). La plupart des CHU sont en situation de déficit. Nous sommes tous concernés par une telle situation.

On peut trouver des milliards pour sauver les banques de la faillite dans l'urgence. Pourquoi pas pour les hôpitaux ?

PROJET DE LOI BACHELOT « HÔPITAL, PATIENTS, SANTÉ, TERRITOIRES » IL Y A URGENCE À RÉAGIR !

LE GOUVERNEMENT VEUT ALLER ENCORE PLUS LOIN DANS LA DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC DE SANTÉ

- On ne parle plus d'hôpital public. Les missions de service public seront ouvertes au marché de la concurrence privée.
- Les hôpitaux seront gérés comme des entreprises. Le directeur d'établissement pourra venir du secteur privé et aura tout pouvoir, sous tutelle des ARS (Agences Régionales de Santé) encore plus

puissantes que les actuelles Agences Régionales de l'Hospitalisation (ARH) . Tout cela pour accélérer la course à la rentabilité, en faisant encore plus de la santé une marchandise.

-La création de communautés hospitalières de territoires risque de faire disparaître les hôpitaux de proximité, accélèrera la concentration des soins.

-La loi prévoit des «groupements de coopération sanitaire » entre établissements publics et privés. Cela permet de transférer au Privé tout ce qui est rentable. C'est déjà le cas dans les pôles public-privé où la chirurgie est transférée à la clinique privée. On laissera au public les pauvres, les personnes âgées, les maladies les plus coûteuses.

-Il n'existera aucun contre-pouvoir à la toute-puissance des ARS. L'administration sanitaire (DDASS, DRASS) et les caisses d'assurance-maladie (CPAM/CRAM) sont menacées de disparition. Disparaîtraient aussi les Conseils d'administration, qui pouvaient exercer un contrôle démocratique du fonctionnement des hôpitaux.

TOUS ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS POUR OBTENIR LE RETRAIT DE CE PROJET DE LOI !

Organisations signataires : Association des Usagers de l'Hôpital de Carhaix, Comité de défense et de développement de l'Hôpital de Carhaix, Comité de défense de l'hôpital de Concarneau, Comité des usagers de l'Hôpital de Douarnenez, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Collectif national contre les franchises, Convergence Nationale de Défense des Services Publics; FO, FSU, Solidaires, CNT ; les Alternatifs, LCR-NPA, UDB, les Verts.

PARTICIPEZ MASSIVEMENT AU RASSEMBLEMENT POPULAIRE ET PACIFIQUE ORGANISÉ LE SAMEDI 20 DÉCEMBRE, À 11 H PLACE DE LA RÉSISTANCE À QUIMPER POUR DÉNONCER LA LOI BACHELOT POUR REMETTRE À LA PRÉFECTURE LES PÉTITIONS POUR LA DÉFENSE DES URGENCES À CONCARNEAU ET À PONT L'ABBÉ.

Coupon à renvoyer au Président de la République (en franchise postale)

Je, soussigné, (Nom)....., (Prénom)....., habitant à.....

demande le retrait du Projet de loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires »

A

Le

Signature.